



**HAL**  
open science

## Le Gilet et le Marteau. L'assemblée des assemblées organise l'aile gauche des ronds-points

Quentin Ravelli, Zakaria Bendali, Loïc Bonin, Maxime Gaborit, Théo Grémion, Mila Ivanovic, Pauline Liochon, Naomi Toth

### ► To cite this version:

Quentin Ravelli, Zakaria Bendali, Loïc Bonin, Maxime Gaborit, Théo Grémion, et al.. Le Gilet et le Marteau. L'assemblée des assemblées organise l'aile gauche des ronds-points. *Mouvements : des idées et des luttes*, 2020, n°101 (1), pp.13. 10.3917/mouv.101.0013 . hal-03101116

**HAL Id: hal-03101116**

**<https://hal.science/hal-03101116v1>**

Submitted on 7 Jan 2021

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

## Le Gilet et le Marteau.

### L'Assemblée des assemblées organise l'aile gauche des ronds-points

L'« Assemblée des assemblées » a réussi à coordonner des centaines de groupes de Gilets jaunes, selon une logique de démocratie directe : l'élection, par des assemblées locales, de délégués qui se réunissent pendant deux ou trois jours pour dresser le bilan et les perspectives de la mobilisation. Dans un mouvement hostile aux syndicats, aux porte-paroles et souvent à toute représentation politique, il s'agit d'une initiative à contre-courant, dont l'affluence – des centaines de participants de toutes les régions de France – témoigne d'un certain succès. Certes, l'« Ada » ne reflète pas toutes les composantes du mouvement et reste à de nombreux égards l'expression d'une aile gauche militante. Mais elle est loin de se réduire à ce portrait commode. Elle est pour l'instant la seule à faire exister, parallèlement aux figures médiatiques, une force collective autonome et durable des Gilets jaunes à une échelle nationale. Elle a attiré vers des idées contestant le capitalisme une minorité de Gilets jaunes n'ayant jamais manifesté auparavant.

A Commercy en janvier, à Saint-Nazaire en avril et à Montceau-les-Mines en juin 2019, les questions fondamentales du mouvement ont fait surface. Les Gilets jaunes ont rappelé leurs revendications : hausses de salaire, suppression des taxes sur les produits de première nécessité, référendum d'initiative citoyenne. Ils ont exploré les voies d'un anticapitalisme concret, antiraciste et féministe, qui ne fasse pas fuir ceux qui ne s'y retrouvent pas. L'attitude distante vis-à-vis des syndicats, mais aussi des personnalités comme Éric Drouet, Priscilla Ludosky, Maxime Nicolle ou Jérôme Rodrigues, a été débattue. Par trois fois, les « Adas » ont donc représenté une caisse de résonance aux projets des Gilets jaunes. Mais le cadre relativement classique de ces coordinations nationales, comparables à celles des mouvements étudiants, rendait difficile l'inclusion de nombreux ronds-points : les groupes plus hétérogènes, plus à droite, moins diplômés, sans présence militante ou sans assemblées générales, étaient moins représentés. Mais au fil des assemblées, loin de se réduire, la capacité d'attraction de nouveaux Gilets jaunes, moins militants, s'est renforcée.

Ici, nous présenterons successivement les trois premières assemblées, auxquelles les huit auteur.e.s de l'article ont participé, avec des statuts divers, d'observateurs à participants. Quatre d'entre nous se sont rendus à Commercy, l'une est allée à St Nazaire, quatre autres étaient à Montceau-les-Mines, à chaque fois avec un accès aux documents préparatoires, aux assemblées plénières et aux ateliers. A Montceau-les-Mines, nous étions chargés de la prise de note des plénières, de l'écriture d'un compte rendu à envoyer à l'ensemble des délégations et nous avons pu faire circuler un questionnaire à 195 Gilets jaunes – distribué aussi à 38 délégués de Commercy et quelques-uns de Saint-Nazaire – qui permet de mieux comprendre les revendications, les milieux sociaux, les difficultés économiques et le mécanisme de sélection qu'opère le processus de l'assemblée.

## Commercy : des militants expérimentés lancent la coordination

Les 26 et 27 janvier 2019, dans la salle des fêtes de Sorcy-Saint-Martin, dans la Meuse, près de 400 participants, dont 75 délégations de ronds-points, d'assemblées citoyennes ou de collectifs récemment constitués dans toute la France, se retrouvent pour faire un état des lieux et parler de l'avenir du mouvement, sans se substituer aux groupes locaux jugés souverains. Le premier jour est réservé à des discussions en plénières, auxquelles participent tous les Gilets jaunes : les délégations se présentent avant de débattre de la suite du mouvement et de la nécessité d'un fonctionnement démocratique à toutes les échelles. Le deuxième jour est consacré à huit groupes de travail autour des revendications, des formes d'actions, de l'organisation au niveau local, de la protection face à la répression, de la démocratie et de la convergence des luttes. Il permet à ceux qui n'ont pas pu s'exprimer la veille, comme les observateurs, de participer. Les résultats de ces groupes de travail sont ensuite présentés en séance plénière, puis l'Appel de Commercy récapitule les enjeux de cette rencontre et cherche à les faire circuler largement.

Le processus qui conduit de nombreux Gilets jaunes à participer à l'Ada prolonge souvent des expériences militantes passées. Alors que l'une des spécificités du mouvement est la surreprésentation des primo-manifestants, notamment sur les ronds-points,<sup>1</sup> la plupart des représentants rencontrés disent avoir fait partie des mobilisations contre le CPE ou la Loi Travail, de la marche contre les violences policières ou de différentes ZAD. A la troisième Assemblée de Montceau-les-Mines, 81% des GJ est déjà allé à une manifestation, ce qui fait tout de même près d'un représentant sur cinq pour qui c'est la toute première mobilisation. On note également, à Commercy, une forte présence de militants syndicaux : en atelier, on se présente souvent comme syndicaliste et 13 représentants – sur notre petit échantillon de 38 Gilets Jaunes – déclarent être ou avoir été syndiqués (SUD et CGT surtout). Enfin, plus de la moitié d'entre eux déclarent une activité associative : le Comité Vérité et Justice pour Adama, le Génépi, le Comité la Chapelle Debout ou encore des militants de Nuit debout étaient présents. Si les militants politiques ne sont qu'une poignée, ils sont actifs et le plus souvent de gauche ou d'extrême-gauche – un au PS, deux au NPA, un au PCF et trois à la France Insoumise – alors que 52 % des Gilets Jaunes abordés en rond-point ou en manifestation ne déclarent aucune proximité politique. On note aussi une forte présence de l'Ile-de-France, avec pas moins de 14 groupes – une intervention en plénière se plaindra de l'absence d'« accents », des soupirs et des remarques accueilleront parfois les interventions parisiennes – ce qui s'estompera fortement pendant les deux autres assemblées, avec plus de groupes de province, de petites villes et villages. L'organisation logistique de l'événement reflétait le positionnement politique, avec une cantine végétarienne à prix libre et un système de garde d'enfants assurée par des hommes, par souci de féminisme selon une organisatrice.

Cette présence militante se traduit par des pratiques délibératives déroutantes pour les nouveaux arrivants : tours de parole minutés, arguments très structurés, gestes codifiés. Le vote aux présidentielles de 2017 semble confirmer cette orientation à gauche : sur notre petit échantillon de 38 Gilets jaunes, 14 ont voté pour Mélenchon, 3 pour Poutou, 3 pour Hamon, 2 ont indiqué qu'ils votaient « bien à gauche ou communiste » et 8 se sont abstenus au premier tour, tandis que 2 ont voté Rassemblement National (RN) — à comparer aux résultats plus contrastés de la troisième

---

<sup>1</sup> Ils représentent 50 % des personnes rencontrées selon une note à paraître dans la *Revue Française de Science Politique* : « Enquêter sur une mobilisation en cours : réflexions méthodologiques et éléments de sociologie à partir d'une enquête par questionnaires ».

assemblée, où on retrouve davantage de votes RN et Union Pour la majorité Républicaine (UPR). Au second tour, ils sont deux tiers à déclarer s'être abstenu ou avoir voté blanc. Lorsqu'on leur demande de citer une personnalité dont ils se sentent proches, c'est François Ruffin qui est le plus souvent mentionné, suivi par Olivier Besancenot. Enfin, alors qu'ils sont peu nombreux au sein du mouvement, on constate deux tiers de diplômés du supérieur – une particularité qui se confirmera à la troisième assemblée, où 55 % des 195 Gilets jaunes répondant au questionnaire ont un bac+4.

Entre les délégués d'agglomérations plus petites – Crolles, Mas D'Azil, Longuyon, Fougères, etc. – les langues se délient aux repas et pendant les pauses, dans les moments d'échange plus proches de ceux des ronds-points. On planifie des échanges entre ronds-points, voire des coordinations départementales ou régionales. Si on peut constater la présence de deux groupes distincts – les GJ des ronds-points de villes de petite taille, souvent sans passé militant, et les militants plus expérimentés qui tente de structurer l'Ada – ces deux groupes ne sont pas simplement juxtaposés. Leur présence sur ce même lieu illustre surtout une autre dynamique propre aux mouvements locaux, où se rencontrent les nouveaux et les activistes chevronnés, avec des recrutements croisés – par exemple des syndicalistes devenus Gilets jaunes, ou des Gilets jaunes qui se rapprochent des syndicats. À l'inverse des assemblées citadines, les groupes des ronds-points se sont créés dès le début du mouvement, à la mi-novembre, ou bien par des assemblées générales, ou bien simplement par des actions communes – blocages de péages, de supermarchés, manifestations locales – qui soudent des dizaines de personnes qui ne se connaissaient pas. Le processus d'apprentissage, ou d'échange d'expériences est facilité par la présence de militants de longue date.

Des revendications ayant jusque-là peu d'écho au sein du mouvement – “soutien aux migrants”, “droit au logement”, “éducation populaire” – sont avancées lors des premiers échanges. La demande de suppression des taxes recule, tantôt au profit des demandes d'augmentation de salaires, tantôt au profit de l'exigence plus abstraite de « justice fiscale » dans l'appel de fin d'Ada, qui intègre la demande de rétablissement de l'ISF. On remarque les nombreuses exigences de clarification de positions jugées par certains trop « fermées » – notamment l'affirmation « ni raciste, ni sexiste, ni homophobe » – ou bien des références très nombreuses à la grève générale et à la convergence des luttes avec les syndicats, ce qui est loin de faire l'unanimité au sein du mouvement.<sup>2</sup> Le poids des revendications propres aux petits entrepreneurs paraît reculer. Plus fondamentalement, le RIC arrive en tête des revendications dans les travaux préparatoires des groupes locaux, mais recule à Commercy au profit de la revendication d'une VIe République, moins évoquée sur les ronds-points.

Ainsi, comme le suggère aussi Stathis Kouvelakis en insistant sur l'importance des militants politiques à Commercy,<sup>3</sup> ces particularités font de la première Ada un objet politique qui incarne une aile militante. Il serait néanmoins faux de penser que la représentativité de l'assemblée des assemblées n'est pas interrogée par les participants, qui la font évoluer au fil des mois. Ils ont bien souvent conscience de l'écart qui existe entre eux et l'ensemble du mouvement depuis le 17 novembre. En effet, l'une des questions qui domine d'emblée la première Ada porte sur sa légitimité à prendre des décisions et à *orienter* le mouvement, sans se contenter d'en être le reflet. L'importance accordée aux assemblées locales, jugées seules souveraines, ou encore le refus d'intégrer des

---

<sup>2</sup> *Ibid.*

<sup>3</sup> Stathis Kouvelakis, “Après Commercy. Dynamique de groupe et économie politique des Gilets Jaunes”, Contretemps, 18/02/2019, URL: <https://www.contretemps.eu/apres-commercy-gilets-jaunes/>

revendications précises dans l'appel pour ne pas imposer ses vues, atteste du respect des rythmes propres de la mobilisation. Il s'agit en somme de concilier une volonté de structuration et d'orientation politique assumée par de nombreux militants de gauche et d'extrême gauche, avec la nécessité de préserver une base militante qui tient à son indépendance, pour ne pas retomber dans l'« entre-soi militant ». Cette tension constitue le cœur du projet, et toute sa difficulté.

## **Une coordination au cœur du mouvement : St-Nazaire**

Saint-Nazaire jouit d'une position particulière sur la carte des mobilisations françaises. Autrefois haut-lieu des conflits portuaires menés par les dockers des chantiers navals, gouvernée par les socialistes depuis 1925, elle est devenue le creuset de nombreux courants militants ouvriers. L'enjeu de cette seconde Ada consistait à démontrer qu'il est possible de dépasser la première en élargissant le nombre de délégations et en s'ouvrant à d'autres tendances. Le pari fut tenu dans une grande mesure. Selon la liste à laquelle nous avons eu accès, environ 250 groupes provenant de toute la France étaient représentés. L'un des reproches d'une surreprésentation des Gilets jaunes franciliens est relatif, car ils représentaient 14% du total, moins que son poids à l'échelle nationale, de 18 %.

Dehors, des volontaires du comité d'organisation nazairien filtrent les entrées et il n'est pas question de pénétrer dans les lieux sans être inscrit. Dans la Maison du Peuple, une multitude emmitouflée s'offre ensuite à la vue : environ 700 personnes se répartissent entre la salle plénière, les coursives extérieures où sont installées des caravanes-cantines et une bibliothèque auto-gérée, des sous-sols, où sont hébergés quelques gilets jaunes et qui servent aussi de salle de rédaction, et deux chapiteaux où se déroulent les commissions de travail. Espace abandonné après avoir été le siège de la sous-préfecture et d'un pôle emploi, la Maison du Peuple est le lieu de ralliement des Gilets jaunes de Saint Nazaire depuis décembre.

Selon le programme annoncé, les trois jours se déroulent en alternant les assemblées plénières – deux par jour – et les commissions créées à partir des propositions faites par les assemblées locales avant l'Ada. Autour des cantines-caravanes à prix libre, une conversation évoque la ZAD de Notre-Dame-des-Landes, dont une partie des caravanes proviennent : après Commercy et sa proximité avec Bures, Saint-Nazaire maintient vivante l'expérience zadiste. Plus tard, un nazairien proche de la Maison du Peuple et des organisateurs nous expose en quelques minutes son parcours lié aux ateliers d'intelligence collective, très ancrée dans la collapsologie de Pablo Servigne.<sup>4</sup> Plus loin, nous rencontrons des membres d'une radio alternative parisienne, souvent croisés dans le milieu militant. Autour du repas, une sexagénaire vivant en Corrèze, qui a participé aux luttes anti-nucléaire à la fin des années 1970, au soutien à la Palestine dans les années 2000, proche du groupe de Bure, et encartée à l'UPR, nous témoigne son malaise face au rejet dont est victime l'UPR. Nous entrons ensuite dans la salle plénière. Les observateurs et autres non délégués sont invités à sortir de la salle. Restent les délégués qui vont repasser et adopter ou amender les propositions des différents groupes de travail. Depuis une estrade au milieu de la salle une dizaine

---

<sup>4</sup> Pablo Servigne est un des nouveaux défenseurs de la transition écologique, qui ancre sa réflexion dans l'économie collaborative et l'effondrement de la civilisation industrielle.

de facilitateurs et de modérateurs organise les débats et les tours de parole. Au sous-sol, les rédacteurs synthétisent les discussions.

Cette première journée nous laisse l'impression d'une diversité générationnelle, de genre, majoritairement blanche, marquée à la gauche de la gauche. Malgré des critiques fortes concernant la surreprésentation des hommes à la tribune, et surtout le risque de bureaucratisation lié à la complexité du dispositif, ce sont les positions politiques du mouvement et ses stratégies qui sont au cœur des débats. Outre les demandes habituelles des Gilets jaunes, l'Ada pointe des questions relatives à l'Union Européenne, aux élections municipales, pour lesquelles certains groupes souhaitent présenter des listes, et à l'anticapitalisme.

Concernant les élections européennes, l'enjeu était de se positionner face aux stratégies de vote, ou d'abstention. La présence de militants ou sympathisants actifs de l'UPR, peut-être une dizaine, a compliqué la démarche, du fait de leur focalisation sur l'Europe qu'ils voient comme la source de tous les maux. Lors d'une plénière, un délégué affirme : « Nous sommes un mouvement apartisan, on ne doit pas mettre d'étiquette politique en avant. Sauf que pendant notre groupe de travail, lors du tract, on a eu des sympathisants et des militants actifs d'un certain parti qui ont essayé justement de récupérer ce tract et de le mettre à leur sauce ». En ce qui concerne le municipalisme, la discussion a tenu au fait que cette posture pouvait être trop attachée à des formes de stratégies électoralistes. En cela, il a été proposé une tournure plus « assembléiste », qualifiée tantôt de citoyenne, tantôt de populaire, afin de n'exclure personne. Enfin, dans les dernières heures de l'Ada, ressurgit la polémique de l'anticapitalisme, dont cette intervention résume les termes :

Je suis un anticapitaliste convaincu depuis l'âge de 15 ans, j'en ai beaucoup plus maintenant (...)  
Le problème il est que dans ce mouvement, on veut respecter la diversité, on veut respecter l'existence d'autres courants de pensée et si on met dans nos trucs, dans nos conclusions, la sortie du capitalisme, ça veut dire qu'on limite le mouvement aux anticapitalistes. Or il y a dans ce mouvement beaucoup de gens qui ne sont pas arrivés à cette conclusion-là. (*bravos, applaudissements*)

Après plusieurs renvois et discussions entre le groupe de rédacteurs de l'appel et la plénière, à une heure tardive, quand une bonne partie des délégués était repartie, la formule suivante est retenue contre le premier avis de la plénière : « nous sommes conscients que nous combattons un système global. Nous considérons qu'il faudra sortir du capitalisme ».

## **Le mouvement continue : Montceau-les-Mines**

La troisième assemblée des assemblées se déroule les samedi 29 et dimanche 30 juin 2019 à Montceau-les-Mines, une ancienne ville minière de Saône-et-Loire, entre Lyon et Dijon. Les débats, organisés par les Gilets jaunes du rond-point du Magny, se tiennent dans un gymnase de 764 m<sup>2</sup>, avec 695 places, au bord d'un terrain de sport. Les semaines précédentes, le mouvement des Gilets jaunes avait reflué, notamment depuis le 1er mai, avec des manifestations moins nourries et l'arrivée de l'été. On comptait pourtant des représentants de 232 groupes locaux de gilets jaunes, mêlés à des délégations de différentes associations et à de rares figures médiatiques, comme Sylvie Tissier, du groupe « Déclare ta manif », critiquée par certains.

Pour entrer dans l'espace de l'Ada, après un contrôle plus rigoureux que les fois précédentes, il faut se présenter à l'accueil, situé dans la « Rue des Gens qui ne sont Rien ». Différents guichets permettent d'obtenir un bracelet dont la couleur distingue le statut des participants, avec ou sans droit de parole ou de vote. A droite, « l'avenue des Champs-Élysées » sépare le gymnase « Marianne » et trois tentes pour les réunions en groupe – « Liberté », « Egalité » et « Fraternité », qui conduisent à la « Place des femmes illettrées ». A gauche, sur la « Place des Gaulois réfractaires », se tiennent les repas, les buvettes et l'« Arbre de Verdun », une structure en bois de trois mètres de haut apportée par Commercy, où sont accrochées des dizaines de bandes de papiers avec des revendications. Derrière, deux lignes de stands se font face. On y trouve des présentoirs d'autocollants, des gilets jaunes gothiques peints à la main et des badges militants. On peut discuter avec un partisan de la monnaie libre, qui propose que l'Etat n'ait plus le privilège de battre monnaie pour que nous puissions tous faire nos propres devises, avec Petit Jean, l'ancien tankiste en tenue militaire qui marche de Marseille à Paris pour contester la répression contre les « médics », ou encore avec des opposants au compteur électrique Linky. Au fond, des Gilets jaunes construisent un arc-de-triomphe en chou à la crème, près de la revue militante *Dijoncter* et de la « Cuisine le Couteau entre les dents » qui soutient en nourriture les luttes, de la ZAD aux Gilets jaunes.

Le samedi matin, la séance plénière d'introduction diffère des deux précédentes car il n'y a pas de bilan des mobilisations par rond-point, ni par région, un exercice jugé trop long et chaotique. Ils lui ont préféré une organisation par thèmes à partir des contributions des groupes locaux : Référendum d'Initiative Partagée (RIP), portant sur la privatisation des aéroports de Paris (axe 1) ; Doit-on/peut-on sortir du capitalisme (axe 2) ; Les assemblées citoyennes locales (axe 3) ; Actions (axe 4) ; L'avenir des Adas (axe 5) ; Les convergences (axe 6). Le choix des thèmes reflète une volonté du Magny (surnom du groupe de Montceau) de « s'atteler vraiment à tout ce qui ne fait pas consensus », comme l'expliquent les animatrices lors de la plénière d'introduction. Pour que les débats aient lieu dans des cercles de taille suffisamment réduite pour que tous puissent s'exprimer, même les plus timides, chaque axe est discuté dans des sous-groupes de moins de 30 personnes, disséminés dans le gymnase, sous les tentes et sur la « Place des Gaulois réfractaires ». Pour éviter que les thèmes les plus courus soient submergés, les organisateurs ont en outre décidé que la participation au premier round d'ateliers serait imposée par tirage au sort. La parole est ainsi censée être distribuée d'une façon plus égalitaire que dans de vastes assemblées.

Cette architecture compliquée, avec deux niveaux de synthèse, est critiquée par certains Gilets Jaunes qui la trouvent trop bureaucratique, comme c'était déjà le cas aux autres Adas. Elle devrait être simplifiée pour que les propositions formulées dans les groupes locaux ne se perdent pas. La mise en place de cette structure conduit les groupes de travail à se mettre d'accord sur des intitulés assez larges pour ne créer aucune frustration, mais qui font tout de même polémique . L'autre critique vise les six thèmes imposés, qui obligent à reporter de nombreuses idées en fin de congrès, parmi une longue liste de « sujets libres ». Malgré ces réserves, le dispositif permet des échanges directs au sujet des préoccupations essentielles.

L'axe « RIP », plus concret que les autres, vise à déterminer la position des Gilets Jaunes à propos du référendum législatif sur la privatisation des aéroports de Paris, dit « RIP », contre lequel des opérations de blocage viennent d'être organisées. Il n'est pas le plus suivi : les groupes sont clairsemés, la lassitude règne, les débats sont laconiques. Le second axe, à l'inverse, affiche complet et marque la ligne de l'assemblée : « Peut-on ou doit-on sortir du capitalisme ? ». Dans certains

sous-groupes, ce thème est l'occasion d'élaborer la meilleure stratégie anti-capitaliste. Il infuse de nombreuses références, notamment marxistes :

Rond-point de Cluzes : Nous pensons que nous n'avons pas le choix : nous devons sortir de ce système économique, parce que si nous n'éradiquons pas ce système c'est lui qui va nous éradiquer, sur le plan social, économique, mais aussi écologique, car il programme malgré lui, involontairement ou volontairement, la fin de l'humanité.

L'axe dédié aux « assemblées locales » rappelle qu'elles sont seules souveraines, et croise plusieurs modèles : les comités de grèves permettant la démocratie des luttes ; le municipalisme, avec des références à l'Espagne ou un « municipalisme libertaire » ; l'autogestion libertaire revisitée par les expériences récentes du Rojava . L'hypothèse de listes Gilets Jaunes aux prochaines élections municipales est largement débattue, notamment à partir de la proposition d'élaboration d'un « protocole pour prendre votre mairie ». La « synthèse des synthèses » de ce troisième thème témoigne de l'importance des nouvelles formes de démocratie directe, « horizontale » et « appliquée » : les assemblées locales décident « collégalement de leur fonctionnement, de leur ordre du jour, et affirment leur légitimité », pour le « développement économique des circuits courts, l'autonomie communale énergétique et alimentaire », dans l'indépendance des institutions locales, régionales, nationales » mais en réfléchissant à la présentation de « listes populaires, citoyennes ou Gilets jaunes lors des élections municipales ».

C'est par un constant rappel à cette souveraineté locale que se formule l'axe consacré aux Adas : faut-il se doter d'une charte précisant ses attributions et ses pouvoirs ? Quel statut donner à l'Appel, ce texte si important rédigé en fin d'Ada mais qui a fait l'objet de nombreuses critiques après Commercy et Saint-Nazaire, notamment pour son caractère trop ouvertement anticapitaliste, limitant selon certains délégués sa capacité de rassemblement ? Outre les accusations de formalisme liée à l'organisation complexe des débats, cet axe est l'occasion d'exprimer les critiques de dérives bureaucratiques.

L'axe « actions » – pour certains le plus important – a fait l'objet de nombreuses précautions : évacuation des journalistes, interdiction de prendre des photos, engagement à ne pas diffuser publiquement les dates choisies avant un accord collectif. Pourtant, les actions concrètes véritablement décidées sont peu nombreuses et prudentes : contestation du 14 juillet par des perturbations du défilé militaire ; journée devant les tribunaux contre les incarcérations de Gilets Jaunes ; participation à la manifestation du 20 juillet à Beaumont-sur-Oise contre les violences policières organisée par le comité Adama ; constitution d'un « village jaune » en soutien aux militants contestant le sommet du G7 de Biarritz prévu du 24 au 26 août, mais à Hendaye, loin des affrontements. Significativement, il n'est rien prévu de particulier pour la « rentrée sociale », ce que déplore notamment Sophie, de l'association « Déclare ta manif ». Mais les interventions allant dans ce sens sont renvoyées au panneau de « pluie d'actions » non-consensuelles, que chacun est libre de promouvoir de son côté. Cette prudence dans la planification collective reflète sans doute l'affaiblissement du mouvement mais aussi la difficulté qu'éprouve l'Ada à se sentir suffisamment légitime pour impulser des propositions à l'échelle de l'ensemble du mouvement.

Pour la présentation du dernier axe, sur les « convergences », la question syndicale est récurrente sous la forme d'une distinction constamment rappelée entre les salariés et les bureaucraties. Si les premiers restent d'irréductibles obstacles à l'extension du mouvement et aux



rencontres avec d'autres, les seconds, en revanche, permettent la convergence des luttes, pensée ce jour-là à partir des mobilisations dans les hôpitaux :

En particulier, nous appelons immédiatement les Gilets Jaunes à soutenir la grève des personnels des urgences par des motions, délégations, rassemblements ou manifestations communes... Nous ferons de même pour l'ensemble des secteurs en lutte en fonction de l'actualité : enseignants, privatisation des barrages, banques, assurance chômage, dans les entreprises... Défenseur du climat et de la préservation de l'environnement, travailleurs en luttes, chômeurs, mal logés, syndicalistes, associations...

Des désaccords apparaissent par contre au sujet des soutiens politiques, en particulier de droite : par exemple, une Gilet Jaune de Fréjus présente la candidature de leur ville pour la prochaine Ada en affirmant qu'ils sont « soutenus par [leur] maire, David Rachline, qui peut nous mettre à disposition un gymnase ». Elle s'attire des huées : « des fachos ! », « c'est hors de question ! », « c'est pas possible ! ». Lors du vote consultatif, Fréjus ne recueille que 13 voix et une organisatrice ironise : « à mon avis c'est à cause de votre maire » [*rires*]. Si la critique des syndicats formulée par les Gilet jaunes en dehors des assemblées puise parfois dans la rhétorique de droite ou d'extrême-droite – c'est-à-dire une critique des syndicats dans leur ensemble, sans distinction entre les adhérents et les responsables – à Montceau il est surtout rappelé qu'il faut faire la distinction entre les salariés et les bureaucraties. Si les premiers restent d'irréductibles obstacles à l'extension du mouvement et aux rencontres avec d'autres, les seconds, en revanche, permettent la convergence des luttes.

### **L'Ada représente-t-elle les Gilets jaunes ?**

Lors de l'assemblée des assemblées à Montceau-les-Mines, nous avons fait passer 195 questionnaires. Les résultats montrent que les délégués de l'Ada sont à 49 % des femmes, avaient 49 ans en moyenne et qu'un Gilet jaune sur cinq (19%) n'a jamais manifesté auparavant, ce qui est remarquable, surtout si on prend en compte l'âge moyen assez élevé. Les répondants refusent souvent le clivage droite-gauche (32%) ou s'abstiennent de voter (30% et 22% aux premiers tours de la présidentielle 2012 et 2017) et la diversité des métiers, des classes populaires ou moyennes, est impressionnante : jardinier, ouvrier, comptable, aide-soignante, ingénieur, traductrice, designer, pâtissier, psychologue, informaticien, menuisier, enseignant, caissière, fleuriste... Si les revenus mentionnés sont proches de la moyenne nationale (2 118 € quand on met de côté un revenu exceptionnellement élevé) malgré des différences importantes, en revanche les niveaux de diplômes sont étonnants : 48 % ont un bac+3 ou plus. Politiquement, malgré une nette tendance au vote à gauche ou à l'extrême-gauche, 8 personnes ont déclaré avoir voté Le Pen et 13 pour Asselineau aux présidentielles de 2017. Tout cela montre que l'Ada réussit en partie à dépasser les clivages et à représenter socialement le mouvement, même si elle ne l'exprime pas dans sa totalité.

Du point de vue des parcours militants, 12% disent être ou avoir été membres d'un parti politique, 31% déclarent être adhérents ou avoir été adhérents d'un syndicat. Parmi les organisations les plus citées figurent la France Insoumise pour les partis (10/195), avec l'UPR en deuxième position (4/195), suivi par le PS et le NPA (3/195 chacun) et le POI (2/195). Trois réponses indiquent des convictions anarchistes ou libertaires mais sans précision d'organisation à part une pour la CNT. Enfin, cinq répondants ont cité des organisations écologiques (3 membres d'Alternatiba, 1 de Greenpeace, 1 du parti Les Verts). La CGT et FO sont quant à elles les deux organisations syndicales les plus évoquées. Cela laisse une très large majorité de non partisans et non syndiqués, ou de personnes qui sont simplement dans une association (22%). Contrairement

à une opposition commode, largement ressassée dans les médias, il n'y a pas d'opposition majeure vis-à-vis des syndicats, mais une autre façon de poser la question des convergences : 96 Gilets jaunes sont contre la présence des syndicats et 79 sont pour, mais la plupart des commentaires font une distinction claire entre les syndiqués à accepter « sans étiquette » et les directions à refuser.

Enfin, on peut noter qu'aux élections de 2012, le nombre d'abstention parmi les délégués est massif (30%), beaucoup plus élevé que la moyenne nationale. On note aussi un vote de gauche ou d'extrême-gauche important mais diversifié : 21 voix pour Mélenchon (11%), 19 pour Hollande (10%), 12 pour Poutou (6%). En 2017, 31% des répondants ont voté Jean-Luc Mélenchon, et l'ensemble des candidats de gauche (Philippe Poutou, Benoît Hamon et Jean-Luc Mélenchon) représentent 40% des réponses. Malgré une claire inclination politique à gauche, le plus important est sans doute la présence significative d'abstentionnistes déclarés (22%) et de votants UPR (13 voix, 7%) et du Front National (8 voix, 4%), même si de nombreux votants FN n'ont peut-être pas souhaité répondre. L'Ada représente ainsi une forme de jonction entre des militants Gilets jaunes aux profils politiques très divers, qui suscite des débats et semble indiquer une évolution des positionnements politiques.

## **Conclusion**

A l'heure où se prépare l'Ada de Montpellier, au mois d'octobre 2019, il est difficile de prédire ce que deviendra l'assemblée des assemblées, dans ce climat de féroce répression policière et judiciaire. Nous manquons de recul pour analyser les conséquences de la puissante rupture du 17 novembre 2018, dont les secousses se feront sûrement sentir longtemps – si elles ne sont pas surpassées par des événements plus puissants encore. Par trois fois, cependant, l'Assemblée des assemblées aura rendu possible une coordination collective en surpassant les difficultés d'un processus politique doublement à contre-courant : à contre-courant d'un mouvement rétif à toute représentation car il est déjà, lui-même, à contre-courant des mouvements sociaux habituels. C'est ce double mécanisme qui explique que l'Ada, malgré sa façade de coordination classique plus à gauche que sa base – car plus anticapitaliste – réussisse à organiser et relayer efficacement le mouvement des Gilets jaunes. Elle s'en sert de moteur sans l'étouffer par ses expériences militantes préalables. Malgré une couleur plus rouge que bleu marine, on y croise des Gilets jaunes qui n'ont jamais manifesté, qui ont voté Front national ou Asselineau, qui veulent le RIC et soutiennent Etienne Chouard. Un début d'alliance, en quelque sorte, entre le Gilet et le marteau.